

Direction enfance-famille Service des projets, de la tarification et du contrôle des établissements

Arrêté relatif à la fixation du prix de journée pour l'exercice 2022 de la Maison d'enfants à caractère social

L'Esquineto
Section placement et accompagnement à domicile (PAD)
178,cours Lieutaud
13006 Marseille

La présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement et le rapport de l'autorité de tarification ;

Sur proposition du directeur général des services ;

Arrête

Article 1 Pour l'exercice budgétaire 2022, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'enfants à caractère social L'Esquineto sont autorisées comme suit :

| | | Groupes fonctionnels | | Total |
|----------|------------|--|--------------|--------------|
| Dépenses | Groupe I | Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 30 559,00 € | 599 786,59 € |
| | Groupe II | Dépenses afférentes au personnel | 437 409,40 € | |
| | Groupe III | Dépenses afférentes à la structure | 131 818,19 € | |
| Recettes | Groupe I | Produits de la tarification | 605 465,02 € | 605 465,02 € |
| | Groupe II | Autres produits relatifs à l'exploitation | 0,00 € | |
| | Groupe III | Produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € | |

Article 2 Le prix de journée est calculé en incorporant le résultat budgétaire suivant :

- Déficit : -5 678,43 €

Article 3 Pour l'exercice budgétaire 2022, le prix de journée applicable à la Maison d'enfants à caractère social L'Esquineto est fixé à 35,83 €.

Accusé de réception en préfecture 013-221300015-20220614-22_23631-AU Date de télétransmission : 14/06/2022 Date de réception préfecture : 14/06/2022

- Article 4 Conformément aux dispositions de l'article L. 351-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés en premier ressort devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard de l'établissement auquel il est notifié, à compter de sa notification.
- Article 5 Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au représentant de la structure.
- Article 6 Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département.
- Article 7 Le directeur général des services, la directrice générale adjointe de la solidarité par intérim et le payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le - 3 JUIN 2022

Pour la présidente et par délégation, La directrice générale adjointe de la solidarité par intérim.

Annie RICCIO